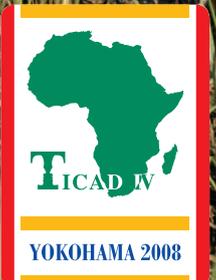


# TICAD IV

Rapport annuel d'activités 2011

Résumé



**L**a quatrième réunion ministérielle de suivi de la TICAD se tient à Marrakech, au Maroc, les 5 et 6 mai 2012. C'est la dernière réunion de suivi avant la TICAD V ; elle constitue aussi le point de départ du processus de préparation de la TICAD V.

À un an d'atteindre les objectifs du Plan d'action de Yokohama (YAP), le Japon continue d'exécuter fidèlement les engagements pris lors de la TICAD IV, reposant sur quatre piliers, à savoir "Accélérer la croissance économique", "Atteindre les OMD", "Consolider la paix et la bonne gouvernance" et "S'attaquer aux questions de l'environnement et aux changements climatiques".

Il a été annoncé que la TICAD V se tiendrait à Yokohama, au Japon, du 1er au 3 juin 2013. La TICAD V commémorera le vingtième anniversaire du processus de la TICAD et sera la première réunion au sommet à laquelle se joindra la Commission de l'Union Africaine (CUA) en tant que coorganisatrice. La TICAD V s'appuiera sur les résultats obtenus jusqu'à présent tout en prenant en compte les récents développements sur le continent. Il est souhaité que relations entre le Japon et l'Afrique entrent à nouveau stade à travers la TICAD V en 2013.

L'Afrique, qui attire désormais l'attention internationale en tant que "continent d'espoir et de possibilités", renforce progressivement sa présence comme nouvelle frontière économique après l'Asie, bien que le continent ait encore beaucoup à faire pour venir à bout des défis qui l'attendent.

# TICAD IV

## Rapport annuel d'activités 2011

### Résumé

## Table des Matières

<b>I. Aperçu</b> .....	4
<b>II. Accélérer la croissance économique</b>	
1. Infrastructures .....	7
2. Commerce, investissements et tourisme .....	10
3. Agriculture et développement rural .....	13
<b>III. Atteindre les OMD – Dimensions sociale et économique de la “sécurité humaine”</b>	
1. Développement des communautés .....	15
2. Éducation .....	16
3. Santé .....	18
<b>IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance</b> .....	20
<b>V. S’attaquer aux questions de de l’environnement et des changements climatiques</b> .....	23
<b>VI. Elargir le partenariat</b> .....	26

# I. Aperçu

En 2011, l'exécution du Plan d'action de Yokohama (YAP) de la TICAD IV a connu un progrès constant. À un an d'atteindre les objectifs du YAP, les efforts concertés des partenaires de la TICAD et de l'Afrique elle-même doivent se renforcer encore davantage. Ce rapport établit un bilan des avancées réalisées entre 2008 et mars 2012 (incluant des chiffres provisoires) en mettant notamment l'accent sur les progrès obtenus en 2011.



(Photo: MOFA)

Troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD en 2011

Les économies africaines se remettent du marasme engendré par la récession mondiale. Les cours élevés de matières premières et les volumes d'exportation en hausse sont considérés comme le principal moteur de la croissance. Selon le rapport "Perspectives économiques en Afrique\*", la croissance sur le continent devrait s'accélérer pour atteindre 5,8 % en 2012. Néanmoins, plusieurs facteurs pourraient avoir un impact négatif sur le développement durable en Afrique, comme la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole ainsi que les tensions politiques dans certaines parties du continent.

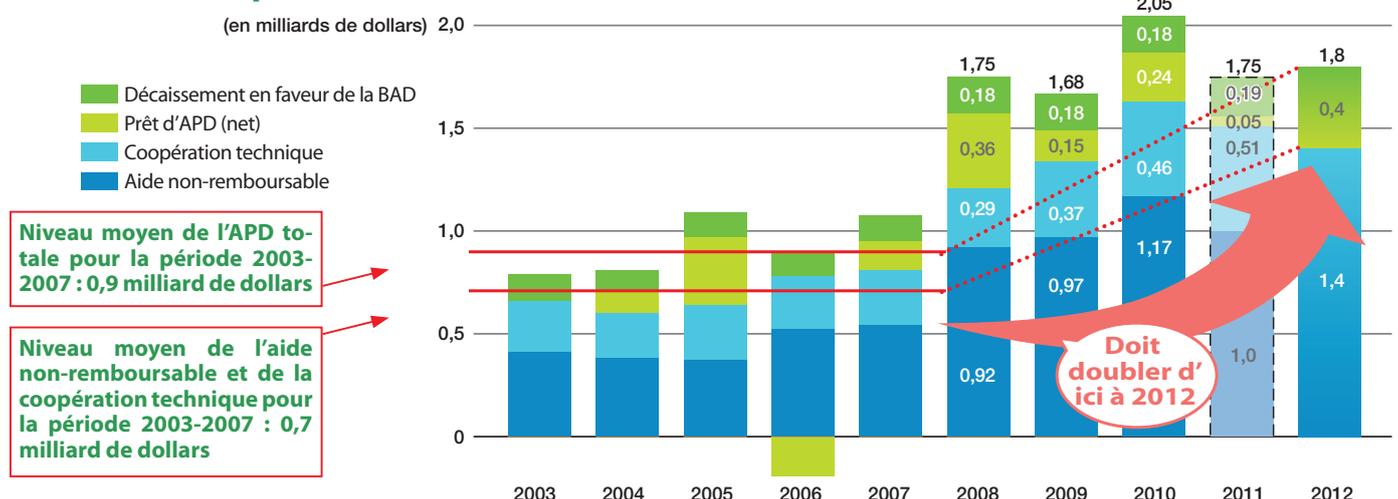
Tous les partenaires de développement de la TICAD, rejoints par un nouveau partenaire en tant que coorganisateur, la Commission de l'Union Africaine, continueront de promouvoir l'intégration et le développement de l'Afrique de manière à parvenir au développement global du continent.

\*Publié conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et la Commission Économique des Nations unies pour l'Afrique (UN-ECA).

## Aide publique au développement (APD) du Japon en Afrique

S'étant engagé à doubler le montant moyen annuel de l'APD en Afrique entre 2003 et 2007 (soit 0,9 milliard de dollars) d'ici à 2012, le Japon a versé en 2010 2,05 milliards de dollars après que 1,68 milliard de dollars ont été déboursés en 2009. En outre, le montant total versé en 2011 a atteint 1,75 milliard de dollars (chiffres provisoires). Le gouvernement japonais a fidèlement exécuté les engagements globaux pris lors de la TICAD IV et continuera son action pour la TICAD V.

### APD totale du Japon en Afrique (2003-2011), allègement de la dette non comprise



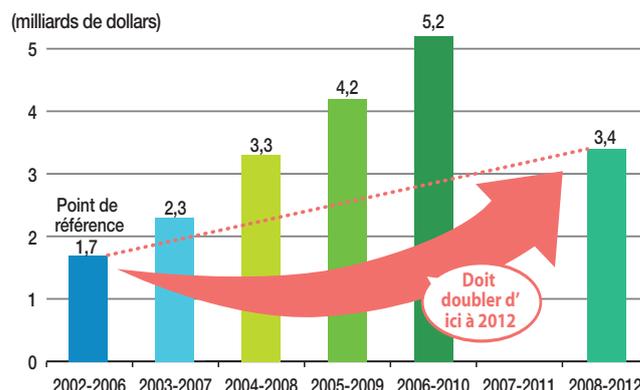


## Investissement direct du Japon en Afrique

La moyenne sur cinq ans des investissements directs du Japon en Afrique au 31 décembre 2010 a atteint environ 5,2 milliards de dollars, dépassant ainsi la promesse de doubler les investissements directs du Japon en Afrique pour atteindre 3,4 milliards de dollars d'ici 2012.

Même si le montant total pour 2011 n'est pas encore disponible, les perspectives sont prometteuses avec des investissements à grande échelle en cours, tels que l'acquisition par Nippon Steel Corp. et Nippon Steel Trading Co., Ltd. de 33,3 % des parts du projet de charbon à coke de Revuboè, au Mozambique.

### Niveau moyen de l'investissement direct du Japon en Afrique sur cinq ans



### Niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique (actifs en fin d'exercice)

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Millions de dollars	1 232	2 052	1 628	1 332	2 701	3 895	7 325	5 734	6 145

\*Considérant que le niveau de l'investissement direct fluctue d'une année à l'autre, la moyenne du niveau sur cinq ans en fin d'année est calculée entre le point de référence (1,7 milliard de dollars) et l'objectif (3,4 milliards de dollars). (Source: JETRO)

\*Égypte et Libye non comprises.

\*Le tableau comprend l'île Maurice, où nous estimons que la majeure partie de l'investissement est transférée vers l'Inde.



## La troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD

La troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD s'est tenue à Dakar au Sénégal en mai 2011, moins de deux mois après que le Japon avait été frappé par le plus violent tremblement de terre de

son histoire. Lors de la réunion, les partenaires de la TICAD ont examiné les progrès réalisés durant 2010 et réaffirmé leur engagement commun à poursuivre le développement de l'Afrique.

### ● Suite au dernier grand séisme sur sa côte est, le Japon va mettre en avant la gestion des secours en cas de catastrophe en Afrique (octobre 2011)

Lors de la troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD, le ministre des Affaires Étrangères de l'époque Matsumoto a annoncé que le Japon organiserait sur son sol un séminaire de gestion des risques en cas de catastrophe sur le thème "Créer des économies et des sociétés résistantes" afin de surmonter les catastrophes naturelles.

Le séminaire de gestion des catastrophes s'est déroulé du 17 au 27 octobre et des responsables en charge de ce domaine issus de 11 pays africains ainsi que de la Commission de l'Union Africaine y ont participé.

Le Japon a fait part aux participants de son expérience et des leçons qu'il a tirées du séisme de 2011 par l'intermédiaire d'un séminaire de la JICA qui comprenait une visite dans les districts littoraux de la préfecture d'Iwate touchés par la catastrophe. Les participants ont également visité Kobe, une ville qui a réalisé le rétablissement vigoureux après le violent séisme d'Hanshin Awaji en 1995.



Visite des participants dans les zones frappées par la catastrophe



(Photos: JICA)

### ● Une stratégie africaine de croissance verte pour l'Afrique

Lors de la troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD, il a été convenu de commencer le travail préparatoire pour une "stratégie de croissance verte pour l'Afrique", destiné à élaborer une vision commune à moyen et long termes permettant de promouvoir une croissance durable et faiblement émettrice de carbone en Afrique. Cette stratégie fournirait des orientations utiles pour créer une synergie entre les partenaires internationaux, le Japon en particulier, pour leur aide et leurs investissements en Afrique après 2012. Une ébauche de cette stratégie a été présentée lors d'une manifestation connexe de la Conférence de Durban sur les changements climatiques. Le rapport final sera présenté en marge des réunions annuelles de la Banque Mondiale et du FMI devant se tenir à Tokyo en octobre 2012.



Présentation de l'ébauche de la stratégie africaine de croissance écologique lors d'une manifestation connexe de la Conférence de Durban

(Photo: MOFA)

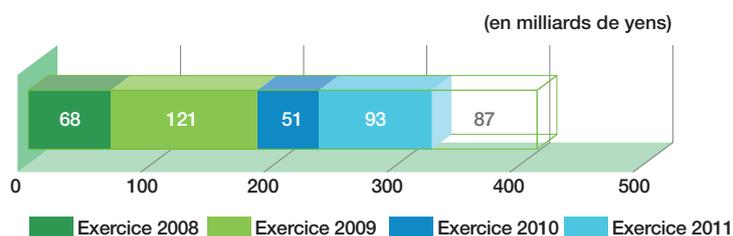
## Mécanismes financiers

L'octroi de prêts d'APD par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a continué de progresser en 2011. Environ 79% (333,2 milliards de yens) du montant cible maximum (420 milliards de yens) ont été engagés au 31 mars 2012. La majeure partie des prêts d'APD engagés est destinée aux transports (28%), puis aux énergies renouvelables (23%), à l'électricité (16%), à l'eau et à l'assainissement (14%), au développement du secteur privé (13%) et à l'agriculture (4%).

Lors de la TICAD IV en 2008, le Japon s'est engagé à ce que la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) fournisse un soutien financier d'un montant total de 2,5 milliards de dollars pour la région sur une période de 5 ans. En 2011, la JBIC a étendu son prêt à l'investissement à l'étranger à un projet de production et de fabrication de plaquettes forestières au Mozambique. De plus, le fonds de capitalisation de l'IFC, dans lequel la JBIC et l'IFC sont co-investisseurs, a investi dans la banque NBS au Malawi. Depuis la TICAD IV, l'engagement financier total de la JBIC vis-à-vis des pays africains représente environ 2,2 milliards de dollars.

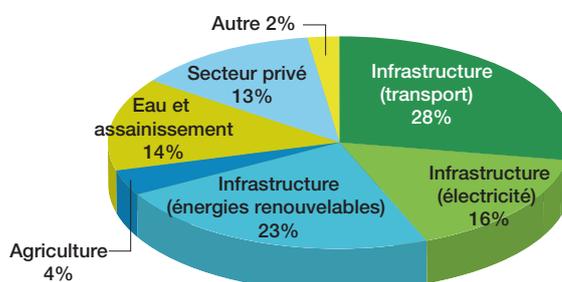
Les engagements du Groupe de la Banque Mondiale envers les pays africains se sont élevés à 9,9 milliards de dollars pour l'exercice 2011, dont 7 milliards de dollars en crédits de l'IDA, 1,7 milliard de dollars de financement de la BIRD, ainsi que 2 milliards de dollars en investissements de l'IFC et 250 millions de dollars en garanties de la MIGA.

### Progression des engagements du prêt d'APD japonais jusqu'à 4 milliards de dollars (420 milliards de yens)



\* Basé sur les Échanges de Notes (au 31 mars 2012)

### Projets de prêts d'APD japonais engagés par secteur



#### ● Énergie et ressources naturelles : Financement d'un projet de production et de fabrication de plaquettes forestières au Mozambique (signé le 30 juin 2011)

Le prêt, portant sur 4,8 millions de dollars environ, a été financé par la JBIC pour un projet de production et de commercialisation de plaquettes forestières qui

sera réalisé par SOMACEL, une filiale du groupe Sojitz Corporation en République du Mozambique. Dans la mesure où ce projet constitue une nouvelle source d'approvisionnement en plaquettes forestières pour le Japon, il a d'importantes implications en vue d'assurer un approvisionnement stable.

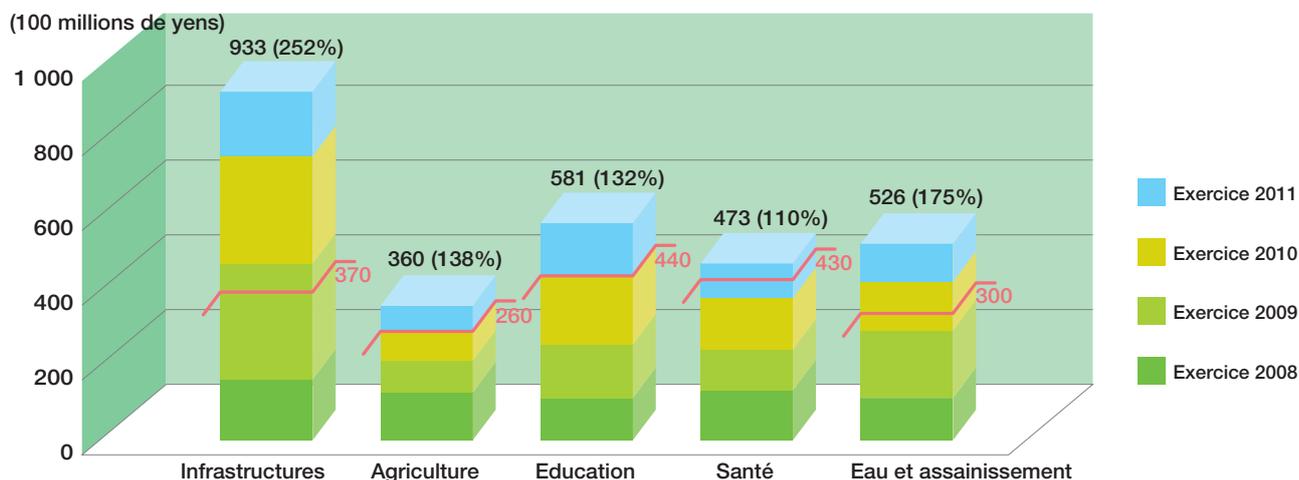


(Photo: JBIC)

## Analyse par secteur

L'année 2011 a continué de connaître un progrès constant vers la réalisation des objectifs du YAP pour les aides non-remboursables et la coopération technique dans la totalité des cinq secteurs indiqués ci-dessous. Les objectifs dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont été atteints en 2011. Les objectifs du YAP pour les aides non-remboursables et la coopération technique ont ainsi été réalisés dans les cinq secteurs.

### Progression de l'aide non remboursable et de la coopération technique par secteur



\*Aide non-remboursable exercice 2011 : Basé sur les Échanges de Notes (au 31 mars 2012) (provisoire)

\*\*Coopération technique exercice 2011 : estimation basée sur le montant total des exercices 2008/2009 et 2010

\*\*\*A l'exclusion de l'aide pour les sous-secteurs de l'irrigation et de l'eau

# II. Accélérer la croissance économique

L'Afrique a connu une croissance économique soutenue depuis 2000 et s'est rapidement remise de la récente récession mondiale. Depuis sa création, le processus de la TICAD a souligné l'importance d'une croissance entraînée par le secteur privé et la nécessité de créer un environnement propice à une telle croissance. Alors que la croissance économique et l'investissement ont mené à la création d'emplois, il faut préciser que le récent développement économique de ces derniers temps en Afrique coïncide avec un accroissement des disparités économiques que les partenaires de la TICAD et les pays africains devraient davantage traiter.

## 1. Infrastructures



Aborder les contraintes liées aux infrastructures, en particulier dans les domaines du transport, de l'énergie, de l'eau et des TIC est un élément clé permettant d'assurer une compétitivité et une productivité accrues de l'économie africaine ainsi que d'une amélioration des moyens de subsistance sur le continent.

À cet égard, les infrastructures régionales, comme les corridors de transport et les groupements énergétiques, présentent de formidables avantages. Il existe un large éventail d'initiatives internationales soulignant l'importance des investissements dans les infrastructures pour une croissance durable et inclusive, comme le rapport sur les infrastructures du groupe des experts de haut niveau présenté au G 20 en octobre 2011 et l'initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique. Le Japon a contribué activement au lancement du projet "Aide en faveur de l'investissement dans les infrastructures" dans le cadre de l'initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement, une contribution qui a eu pour résultat le rapport sur l'analyse du soutien aux investissements dans les infrastructures en Afrique.

### État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2012 (provisoire)

Les objectifs du YAP en termes de subventions et de coopération technique dans ce secteur ont déjà été atteints en 2009. La mise en œuvre de cet objectif a encore progressé cette année (252 %).

#### Montant total des projets APD engagés dans le secteur des infrastructures (avril 2008 - mars 2012)

(100 millions de yens)

	2008	2009	2010	2011	TOTAL ('08-'11)
Prêts	302,59	1 033,29	305,95	599,68	2 241,51
Dons	140,75	272,75	244,76	139,14	797,40
Coop. tech.	21,69	37,85	42,03	33,85	135,42

### Infrastructures régionales de transport

Lors du sommet de l'UA de janvier 2012, les dirigeants africains ont réaffirmé l'importance de la promotion du commerce intra-régional en Afrique pour contribuer à l'accélération de la croissance et du développement sur le continent. Les infrastructures régionales de transport accroissent les flux de marchandises et de personnes dans la région et ainsi jouent un rôle majeur dans l'augmentation du commerce intra-régional.

Le soutien financier et technique du Japon se concentre sur des corridors majeurs sélectionnés dans chaque région. La carte de la page suivante montre la coopération japonaise engagée depuis 2008, incluant les nouveaux projets de 2011. Le Japon souhaite contribuer au développement des infrastructures régionales de transport en se fondant sur des projets de priorité régionale en étroite collaboration avec l'UA/NEPAD et les REC.

## ● Postes uniques de frontiere(OSBP)

Le Japon a annoncé l'extension des "postes uniques de frontiere"(OSBP) en 14 sites afin de faciliter les procédures transfrontalières plus efficaces. Une aide a déjà été apportée à 13 sites (en mars 2012) et les préparatifs ont commencé pour le dernier.

En mars 2012, le Japon a organisé un séminaire sur la facilitation du commerce et le renforcement des capacités douanières en étroite coopération avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD), invitant des dirigeants des administrations douanières de huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), des dirigeants du secrétariat de l'UEMOA ainsi que de l'OMD.

### Projet de construction du pont international de Rusumo et d'installations pour un poste frontalier unique (frontière Tanzanie-Rwanda)

Le gouvernement japonais a signé en 2011 un contrat de don avec les gouvernements tanzanien et rwandais respectivement pour ce projet. Avec ce projet, l'ancien pont international de Rusumo sera remplacé et des installations pour un poste unique de frontiere (OSBP) entre la Tanzanie et le Rwanda seront construites pour simplifier les procédures frontalières. Ce projet devrait améliorer l'efficacité du réseau logistique entre la Tanzanie et le Rwanda, et ainsi contribuer à l'accroissement du commerce et des investissements dans la région.



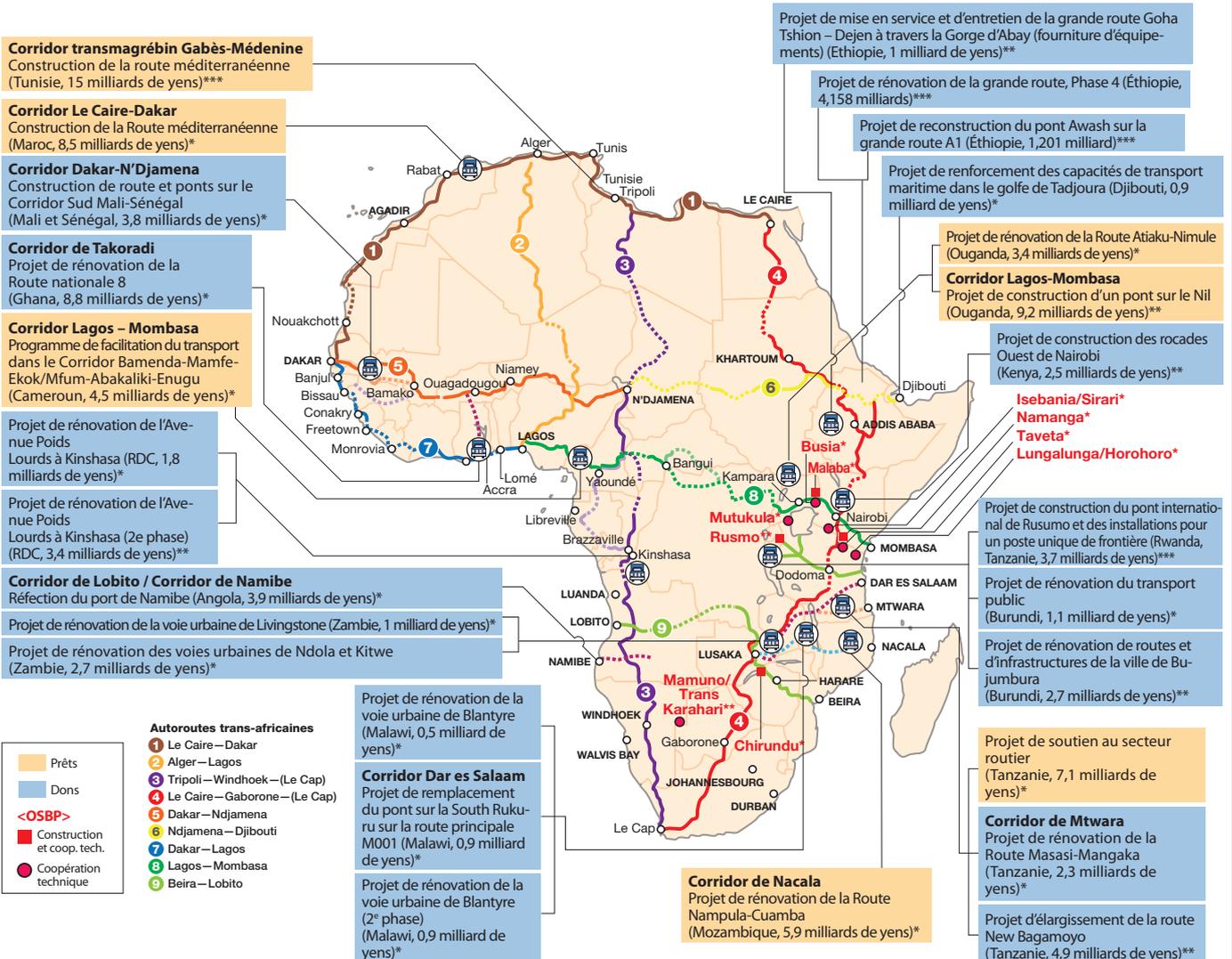
Actuel OSBP sur la frontière, Rusumo



Après achèvement du projet

(Photos: JICA)

## La coopération du Japon pour les infrastructures de transport



\*estimation, montant estimé signé pour les années fiscales 2008/2009 (avr. 2008-mars 2010)

\*\*estimation, montant estimé signé pour l'année fiscale 2010 (avr. 2010-mars 2011)

\*\*\*estimation, montant estimé signé pour l'année fiscale 2011 (avr. 2011-fév 2012)



## Infrastructures régionales d'électricité

Outre la production d'électricité et les lignes de transmission régionales, le Japon attache de l'importance à accélérer le développement des énergies renouvelables en Afrique. De nombreux pays africains font face à divers défis pour assurer un approvisionnement stable en électricité et satisfaire une demande en croissance rapide causée par le récent essor économique. En Afrique de l'Est, l'hydroélectricité et le diesel importé sont les principales sources d'électricité. Toutefois, l'énergie hydroélectrique est facile-

ment affectée par les aléas climatiques comme la sécheresse, tandis que le diesel importé dépend du prix du pétrole. La vallée du Grand Rift en Afrique de l'Est est dotée d'un immense potentiel en termes d'énergie géothermique. On s'attend à ce que l'énergie géothermique, qui permettra aux pays d'Afrique orientale de produire une énergie durable et propre, se développe davantage.

### Exemple récent d'un grand projet d'assistance mené par le Japon :

Le Japon a fourni son aide aux unités 4 et 5 du projet d'électricité géothermique Olkaria I au Kenya. C'est le premier projet soutenu par un prêt d'APD japonais désigné pour la lutte contre le changement climatique en Afrique subsaharienne.



Atelier de facilitation du développement de l'énergie géothermique au Rwanda en décembre 2011



Centrale électrique géothermique d'Olkaria



Visite à la centrale électrique géothermique de Kyushu au Japon

(Photos: JICA)

## Rôle des institutions régionales dans le développement des infrastructures et la promotion des partenariats public-privé

En Afrique, ces dernières années, les Communautés économiques régionales (REC) ont fait avancer des projets d'infrastructures régionales pour stimuler le commerce intra-régional. On compte également des cas dans lesquels les REC ont mené des études de faisabilité de projets régionaux. En prenant compte de l'importance de la promotion des projets d'infrastructures régionales pour accélérer le progrès en Afrique, la JICA envoie actuellement des experts auprès de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) ainsi qu'auprès de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté

de développement d'Afrique australe (SADC).

En outre, le Japon et le secrétariat de la SADC ont travaillé à l'élaboration d'un mémorandum sur la coopération destiné à renforcer davantage les relations entre le Japon et la SADC. Ce mémorandum devrait fournir un cadre à la coopération entre le Japon et la SADC, et ainsi contribuer à la vision d'un futur commun dans une communauté régionale garantissant le développement socio-économique. Le mémorandum est en passe d'être signé (en mars 2012).

### Séminaire Japon-SADC sur les investissements dans les infrastructures (14 mars 2012)

Le Japon et le secrétariat de la SADC ont co-organisé le séminaire Japon-SADC sur les investissements dans les infrastructures le 14 mars 2012 à Tokyo. Les investissements en Afrique suscitant de plus en plus l'intérêt ces dernières années, environ 240 personnes ont participé au séminaire, dont un grand nombre d'entre eux était directement lié à des entreprises japonaises. L'objectif de ce séminaire était de mobiliser les ressources du secteur privé pour satisfaire la demande croissante en infrastructures en expliquant aux investisseurs du secteur privé japonais les opportunités disponibles dans ce domaine. À cette occasion, les participants ont pu affirmer sur l'importance des partenariats public-privé (PPP) dans le but de combler le manque de fonds pour les investissements dans les infrastruc-

tures. Il a aussi été évoqué la nécessité de développer des projets de la SADC dans les infrastructures pouvant bénéficier du soutien des banques en vue d'accroître les investissements dans la région. Une réunion entre des entreprises et les pays membres de la SADC a été organisée le jour suivant dans le but de développer des relations professionnelles directes et ainsi concrétiser davantage les investissements dans les infrastructures.

(Photos: MOFA)



## Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

Les infrastructures régionales constituent une priorité pour le Groupe de la Banque Mondiale, qui travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires afin de développer une approche du développement en la matière plus stratégique et mieux harmonisée.

Dans le cadre de l'engagement de la Banque Mondiale, le financement des corridors de transport a été revu à la hausse, entre autres pour le

corridor Nord-Sud reliant Dar es Salaam à Durban, la liaison routière est-africaine et le corridor de transport multimodal du bassin du fleuve Sénégal. Les prêts pour les infrastructures énergétiques ont augmenté pour atteindre 8 878 milliards de dollars pour l'année fiscale 2011, dont 3 886 milliards de dollars pour la BIRD et 4 923 milliards de dollars pour l'IDA. Un nouveau prêt de 325 millions de dollars a été approuvé en 2011 pour soutenir les groupements énergétiques.

# 2. Commerce, investissement et tourisme

Ces dernières années, l'Afrique est devenue une destination majeure pour les investissements directs étrangers. Puisque le montant total des investissements directs étrangers en provenance du monde entier dans les pays d'Afrique subsaharienne dépasse celui de l'aide versée depuis 2006, la promotion du commerce et de l'investissement devient de plus en plus importante pour le développement de l'Afrique.

Il importe également de mettre l'accent sur la manière de maximiser les bénéfices socio-économiques pouvant être générés par les investissements. À cet égard, les investissements japonais ont contribué non seulement à la création d'emplois mais aussi à des transferts de technologie et au développement des ressources humaines, en s'attachant au développement industriel en aval, lequel mènera les pays africains à la stabilité socio-économique.

## (1) Commerce et investissement

### ✈ Tendances de commerce et d'investissement entre le Japon et l'Afrique

L'Afrique se remettant des impacts de la crise économique et financière mondiale, le commerce total du Japon avec l'Afrique a progressé en 2011 de 16 % sur un an. En outre, les investissements directs du Japon en Afrique ont globalement augmenté par rapport à 2010. Les exemples récents d'investissements japonais en Afrique comprennent le projet de mine de nickel d'Ambatovy à Madagascar, dans lequel Sumitomo Corporation détient une part de 27,5 %, ainsi que l'acquisition de la firme sud-africaine Dimension Data par NTT.

Les accords bilatéraux sur les investissements forment la composante clef de la politique japonaise pour promouvoir l'investissement en Afrique. En février 2012, le Japon et le Mozambique ont annoncé que les deux pays allaient entamer les négociations au sujet de l'accord bilatéral sur les investissements destiné à améliorer le climat des affaires pour les deux parties. Les pourparlers pour un accord bilatéral d'investissement entre le Japon et l'Angola s'approchent quant à eux de la conclusion.

### ✈ Soutenir la capacité africaine de faire des affaires

Les pays africains continuent d'améliorer leur environnement des affaires. D'après le rapport de la Banque Mondiale "Doing Business 2011", 36 des 46 gouvernements ont amélioré l'environnement réglementaire de leurs économies pour le commerce local en 2010-2011, un record depuis 2005. Néanmoins, le climat d'investissement en Afrique subsaharienne laisse une

grosse marge de progression, en particulier dans le domaine de l'infrastructure économique.

Les partenaires de la TICAD ont mis en œuvre diverses politiques et mesures afin de soutenir les efforts de ces pays d'Afrique.

#### Quelques exemples de l'aide japonaise destinée à améliorer l'environnement des affaires en Afrique

##### ● JICA : Programme "Kaizen" en Éthiopie

Le "Kaizen" fait référence à la philosophie et aux pratiques d'amélioration continue largement appliquées dans de nombreuses entreprises japonaises. En 2011, l'Institut KAIZEN éthiopien a été créé au sein du ministère éthiopien de l'Industrie afin d'aider à tirer profit des bienfaits du kaizen. À présent, le projet kaizen est dans sa deuxième phase, visant à étendre les initiatives kaizen à l'échelle nationale.

Employé pratiquant le "Kaizen"



(Photo: JICA)

##### Promotion du commerce

##### ● JETRO : Campagne "Un village, un produit"

Le JETRO aide les produits africains à accéder aux marchés en soutenant entre autres l'envoi d'experts ainsi que la

Le marché "Un village, un produit" à l'aéroport du Kansai



(Photo: JETRO)

tenu de séminaires et d'expositions à divers stades. Le marché a respectivement ouvert à Narita et à l'aéroport international du Kansai pour présenter des produits provenant de 29 pays africains (en mars 2012). Plus d'un million de personnes ont visité ces marchés depuis 2006.

##### Promotion de l'investissement

##### ● Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique

Le Japon a déployé la contribution financière à l'"Aide en faveur de l'investissement dans les infrastructures", déboursant 100 000 euros en 2011.

Lors de la cinquième conférence ministérielle de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement, qui s'est tenue, au Sénégal en avril 2011, les discussions se sont centrées principalement sur les investissements dans les infrastructures et l'agriculture. Les résultats de l'examen des investissements pour la Zambie et de l'examen des investissements dans l'agriculture pour le Burkina-Faso ont également été rapportés lors de la conférence. L'Initiative soutient la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) pour identifier et mettre en œuvre les réformes concrètes renforçant le climat d'investissement.



## Soutien au développement du secteur privé

### ● Aide accrue au secteur privé (EPSA) pour l'Afrique

L'EPSA est une initiative commune lancée par le Japon et le groupe de la BAD en 2005 pour déployer une aide globale au secteur privé, qui est un moteur de la croissance sur le continent. Sous l'égide de l'EPSA, la mise à disposition de prêts en yens japonais pour un montant d'1 milliard de dollars a été engagée. En 2011, le Japon a fourni 84,40 millions de yens au prêt d'aide au troisième secteur privé à la BAD sous l'égide de l'EPSA afin de poursuivre l'aide au développement du secteur privé africain. De ce fait, le montant total des prêts en yens octroyés sous l'égide de l'EPSA a atteint environ 0,98 milliard de dollars, soit l'objectif de l'EPSA.

### ● JICA : Passage à 1 500 du nombre de personnes formées dans son Programme de développement du secteur privé

Au cours des exercices 2008 à 2010, 1 683 Africains ont participé à des séminaires et divers types de programmes de formation organisés par la JICA sur le thème du développement du secteur privé (formation au Japon, dans le pays ou dans un pays tiers). Étant donné l'importance du développement des ressources humaines dans le développement du secteur privé, l'amélioration et la mise en œuvre des programmes de formation continuent d'être traitées entre les partenaires de la TICAD.

## ✈ La coopération japonaise par le biais des partenariats public-privé

Le gouvernement japonais poursuit son programme de "partenariat public-privé pour accélérer la croissance économique". Outre la diffusion proactive des informations par divers moyens,

dont séminaires et colloques, il renforce les mesures destinées à encourager l'utilisation des ressources publiques de financement, y compris les APD.

### Missions conjointes public/privé pour la promotion du commerce et des investissements en Afrique (Soudan, Soudan du Sud et Kenya en octobre 2011)

(Photo: MOFA)



Discours au séminaire sur les investissements au Soudan du Sud

Du 9 au 13 octobre 2011, le gouvernement japonais a envoyé une mission conjointe public/privé au Soudan, au Soudan du Sud et au Kenya pour promouvoir le commerce et l'investissement. La mission était composée de 14 entreprises japonaises et 5 organisations.

Elle était dirigée par M. Yamane, Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Étrangères japonaises. Les participants

à cette mission ont échangé leurs points de vue avec des ministres et des hommes d'affaires de chaque pays pour promouvoir le commerce et les investissements des entreprises japonaises.

### Promotion des activités "Base de la pyramide" (BOP)

#### ● Mission en matière d'activités BOP du JETRO en Afrique de l'Est / Enquête préliminaire de la JICA pour la promotion des activités BOP

Le gouvernement japonais cherche à promouvoir les activités économiques et d'investissement qui génèrent des emplois et des opportunités de revenus pour le segment à bas revenu de la base de la pyramide (BOP).

En décembre 2011, le JETRO a envoyé une équipe comprenant 17 entreprises et organisations en Afrique de l'Est (Kenya et Tanzanie) pour une mission sur les entreprises favorisant l'inclusion sociale. Ses membres ont échangé leurs opinions avec des organisations internationales et des ONGs sur les entreprises inclusives dans chaque pays et ont également visité des entreprises locales engagées dans l'inclusion sociale en zone rurale.

La JICA a lancé l'"Étude préliminaire pour la promotion des activités BOP" durant l'année fiscale de 2010 afin de promouvoir la collaboration avec les entreprises et les autres organisations dans les activités BOP. Le programme prévoit le soutien de la JICA aux études préliminaires relatives aux projets d'activités BOP démarrés par des entreprises, des ONGs et d'autres intervenants. En 2011, 13 projets (dont 4 sont de l'Afrique) ont été adoptés sur un total de 73 propositions soumises par diverses entreprises et organisations.

#### ● Centre de télédétection JOGMEC au Botswana

En novembre 2011, le "Séminaire, atelier et compétition JOGMEC-SADC sur la télédétection" s'est tenu au centre de télédétection géologique JOGMEC au Botswana. Le programme avait pour but l'échange d'informations sur les techniques de télédétection et le transfert des technologies de base de la télédétection (analyse d'images satellite). 50 personnes provenant de dix pays membres de la SADC (Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe et Swaziland) participèrent au séminaire et 16 experts des administrations des mines de ces pays ont assisté à l'atelier. Un concours a également été organisé afin de maintenir et d'améliorer les compétences technologiques. Des spécialistes originaires du Botswana, du Malawi, du Mozambique et de Zambie participant au séminaire et à l'atelier y ont pris part.

(Photos: JOGMEC)



Séminaire



Atelier



Concours

#### ● Séminaire Japon-SADC sur les investissements dans les infrastructures

(Voir page 9)

## ✈ Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

### PNUD: Le programme "Encourager les entreprises viables" (GSB)

Le PNUD et Panasonic se sont mis d'accord pour piloter une initiative visant à améliorer les conditions de vie des habitants en fournissant des lanternes solaires ainsi qu'une unité de Life Innovation Container (LIC), un système autonome de production d'électricité dans un conteneur de 6 mètres. Les 1 000 premières unités de lanternes solaires ont été données en mars 2011 au projet Villages du Millénaire (MVP) géré par le PNUD. Le LIC a quant à lui été donné à une ONG internationale, Millennium Promise, qui a repris la gestion du MVP en octobre 2011.



Lanterne solaire LED donnée par Panasonic et enfants en Tanzanie

### ONUFI: Réhabilitation des centres de formation dans les communautés vulnérables au Liberia

Le gouvernement japonais a financé à hauteur de 1,6 million de dollars une proposition conjointe de l'ONUFI et du ministère libérien du Commerce et de l'Industrie pour la réhabilitation des centres de formation dans les communautés vulnérables au Liberia. Le programme vise à développer les compétences des jeunes et ainsi leur fournir une meilleure chance d'emploi dans le secteur commercial local.

(Photo: ONUFI)



Formation à la couture à Ganta, au Liberia

## (2) Promotion du tourisme

### ✈ Tendances du tourisme en Afrique

Reconnaissant que le tourisme fournit à l'Afrique des opportunités socio-économiques majeures, les partenaires de la TICAD continuent d'accorder de l'importance au développement touristique sur le continent.

En 2010, l'Afrique a maintenu des chiffres positifs concernant les arrivées de touristes internationaux. La région a bénéficié du dynamisme économique croissant et de la Coupe du monde de football organisée en Afrique en 2010.

Le MOFA et la ville de Yokohama ont co-organisé le festival African Festa 2011 avec le soutien des ambassades africaines au Japon et de la préfecture de Kanagawa afin de faire découvrir aux Japonais la culture africaine et approfondir leur compréhension de l'Afrique.

L'Association japonaise des agents de voyage (JATA) a organisé en 2011 plusieurs séminaires destinés au secteur japonais du tourisme afin de promouvoir la visite des pays africains. Cela a entre autres pris la forme de séminaires de voyage consacrés à l'Afrique du Sud et à la Tunisie lors du salon JATA Travel Showcase organisé le 30 septembre 2011.

(Photos: MOFA)



African Festa 2011

## ✈ Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

### Groupe de la Banque mondiale

En 2011, la Banque mondiale a poursuivi l'application de sa stratégie pour le développement du tourisme en Afrique à travers son travail d'analyse, comme ses notes sur la politique touristique en Tanzanie, en Namibie et au Botswana, son travail opérationnel sur l'essor du tourisme patrimonial et culturel en Éthiopie et son soutien au renforcement des capacités dans le

domaine de la promotion touristique au Lesotho et en Gambie. Le Groupe de la Banque mondiale a également publié un second numéro de "The State of Tourism in Africa" avec le concours de l'Africa House de l'université de New York et de l'African Travel Association (ATA) afin de promouvoir le tourisme en tant qu'outil de développement économique dans toute l'Afrique.

# 3. Agriculture et développement rural



Les prix des denrées alimentaires sont restés volatiles et à un niveau élevé, bien que de fortes baisses des cours internationaux des céréales, du sucre et des huiles aient été observées durant le deuxième semestre 2011. L'Afrique doit augmenter de manière substantielle sa production agricole et prévenir la hausse des prix des denrées alimentaires afin d'assurer la stabilité économique et sociale.

La sécurité alimentaire est devenue une des préoccupations majeures au niveau international. Assurer et améliorer la sécurité alimentaire revêtent une telle importance que ces questions sont traitées de manière prioritaire dans plusieurs forums internationaux, dont le G8 et le G20.

Bien que la Corne de l'Afrique ait vécu sa pire sécheresse en 60 ans, tous les pays africains n'ont pas connu la sécheresse en 2011. Alors que certaines régions ont eu des récoltes abondantes, des réseaux routiers inadaptés ont empêché les surplus d'atteindre les zones qui en avaient besoin.

28 pays ont signé les conventions du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) en tant que partie d'un processus de planification stratégique donnant la priorité aux investissements dans l'agriculture ; 19 pays ont développé des plans d'investissement fondés sur le PDDAA qui ont d'ores et déjà été examinés par la CUA, et 16 d'entre eux ont organisé des réunions d'affaires de haut niveau pour faire valider et approuver leurs plans.

Le processus de la TICAD cherche à s'aligner sur l'agenda du PDDAA afin de renforcer les capacités à : (1) augmenter la production alimentaire et la productivité agricole, (2) améliorer l'accès aux marchés et la compétitivité agricole, (3) soutenir une gestion durable des ressources en eau et de l'occupation des sols.

### État de l'aide japonaise, avril 2008 – mars 2012 (provisoire)

Alors que l'objectif du YAP pour les subventions et la coopération technique a d'ores et déjà été atteint (138 %) dans le secteur agricole, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour parvenir à l'objectif de "développement et rénovation des installations d'irrigation" (100 000 ha).

#### Montant total de l'APD dans le secteur agricole (avril 2008 - mars 2012)

(100 millions de yens)

	2008	2009	2010	2011	TOTAL ('08-'11)
Prêts	—	—	131,78	—	131,78
Dons	68,69	20,07	9,05	3,12	100,93
Coop. tech.	59,05	64,80	70,31	64,72	258,88

### La Coalition pour le développement du riz africain (CARD)

La quatrième assemblée générale de la CARD s'est tenue en novembre 2011, y prirent part 18 organisations/institutions partenaires, 6 pays hors Afrique subsaharienne comme partenaires de coopération Sud-Sud, 12 pays du premier groupe de la CARD ainsi que 10 pays du second groupe. Les pays participants à la CARD examinèrent les progrès réalisés depuis la troisième assemblée générale en 2010 dans la formulation et la mise en place opérationnelle des Stratégies nationales de développement rizicole (NRDS). L'assemblée a également demandé à la Coalition d'étendre et de renforcer les réseaux entre les parte-

naires de développement, les partenaires de coopération Sud-Sud et, plus important encore, le secteur privé afin de parvenir plus efficacement et durablement au développement du secteur rizicole.

Lors de la TICAD IV, le Japon s'est engagé à renforcer les capacités de 50 000 leaders agricoles et a formé 7 567 de ces responsables durant l'exercice 2008, 31 593 durant l'exercice 2009 et 6 885 durant l'exercice 2010, soit 46 045 personnes au total.

## Pays participant à la CARD et lieux des interventions de la JICA sur le riz

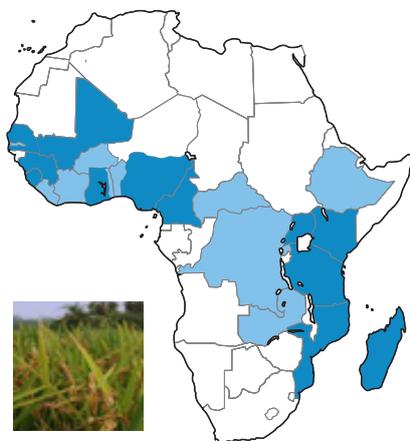
(Photos: JICA)



Visite du site expérimental de Namronge en Ouganda



La quatrième assemblée générale de la CARD à Kampala en Ouganda, 8-9 novembre 2011



La Coalition pour le développement du riz africain (CARD) a été créée comme un groupe consultatif formé de donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que d'institutions africaines et internationales dans le but de doubler la production rizicole en Afrique subsaharienne d'ici à 2018 et ainsi contribuer à la sécurité alimentaire et au développement rural, avec pour vision de promouvoir une "révolution verte africaine".

**1<sup>er</sup> groupe**  
Cameroun/Ghana/Guinée/Kenya/Mali/Mozambique/Nigeria/Sénégal/Sierra Leone/Tanzanie/Ouganda/Madagascar

**2<sup>e</sup> groupe**  
Gambie/Libéria/Côte d'Ivoire/Burkina Faso/Togo/Benin/Afrique centrale/RDC/Rwanda/Ethiopie/Zambie

## Gestion durable des ressources en eau et l'occupation des sols

Dans le cadre des efforts conjoints de la TICAD en vue d'accroître de 20 % la superficie des terres irriguées au cours des cinq prochaines années, le Japon s'est pleinement engagé dans la formulation de projets avec les partenaires de développement comme la Banque Mondiale. Le Japon a mis en œuvre un projet de prêts destiné au développement de l'irrigation au Kenya ainsi que des projets de coopération technique dans les domaines de la riziculture irriguée et de la gestion participative de l'eau destinée à l'agriculture au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda.

### Kenya : projet de développement de l'irrigation à Mwea (prêt et coopération technique)

Le Japon a aidé au développement de l'irrigation à Mwea, au Kenya. Au centre du pays, la région de Mwea produit plus de 50 % du riz kényan. Le projet vise à améliorer les infrastructures d'irrigation de manière à fournir l'approvisionnement stable en eau requis par l'agriculture dans la région.

(Photo: JICA)



Zone irriguée de Mwea

## Réponse à la crise alimentaire

Lors de la TICAD IV, le Japon a annoncé qu'il verserait 100 millions de dollars à titre d'aide alimentaire d'urgence entre mai et juillet 2008. Le Japon a poursuivi son aide au delà, et le montant de l'aide alimentaire (y compris celle liée à la crise alimentaire) atteignait environ 900 millions de dollars en mars 2012.

Le Japon a activement soutenu les mesures de lutte contre les

graves sécheresses dans la Corne de l'Afrique. En 2011, il a engagé une aide d'un montant de 120 millions de dollars environ par l'intermédiaire d'organisations internationales comme le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

(Photo: PAM)



Aide alimentaire japonaise par l'intermédiaire du PAM

## Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

### PNUD

Le PNUD a continué de travailler sur l'agriculture et le développement rural en collaboration avec la FAO, la JICA, le PAM et d'autres intervenants. Au Liberia, la capacité de production rizicole a été restaurée et un système communautaire de multiplication des semences a été instauré. Les communautés rizicoles se sont vues responsabilisées par des formations en groupes, l'introduction de variétés NERICA à haut rendement et la restauration des anciennes structures dans plusieurs d'entre elles.

(Photo: Centre du riz pour l'Afrique)



Battage du riz dans le comté de Nimba au Liberia

### Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale a investi plus d'1 milliard de dollars dans l'agriculture durant l'exercice 2011. Son approche consiste à travailler le long de la chaîne de valeur agricole afin de promouvoir une amélioration des rendements et de la production et à soutenir le développement des activités agricoles. Il a aussi mis au point des outils de gestion des risques, dont des mécanismes d'assurance contre les risques climatiques, une agriculture pouvant s'adapter au climat étant un axe prioritaire. Pour la Corne de l'Afrique, le GBM a lancé une intervention de 1,9 milliard de dollars, couvrant à la fois l'aide d'urgence et l'assistance pour le rétablissement à plus long terme et des mesures résistants.

# III. Atteindre les OMD

## –Dimensions sociale et économique de la “sécurité humaine”

Lors du sommet des OMD en septembre 2010, les participants reconnaissent que davantage d'attention devait être accordée à l'Afrique, en particulier aux pays les plus en retard pour atteindre les OMD d'ici à 2015. Alors que plusieurs pays atteindront probablement la plupart de ces objectifs, sinon en 2015, quelques temps plus tard, les efforts menés par les pays africains et leurs partenaires de développement doivent se prolonger pour accélérer la progression de l'Afrique vers ces objectifs.

Le Japon a organisé la réunion de suivi des OMD à Tokyo en juin 2011 et réaffirmé sa résolution à appliquer fidèlement ses engagements internationaux, comme l'“engagement Kan” qui inclut des aides de 3,5 milliards de dollars dans le domaine de l'éducation et de 5 milliards de dollars dans le secteur de la santé dans les cinq années suivant 2011 afin d'atteindre les OMD.

Alors qu'atteindre les OMD actuels revêt la plus haute importance pour la communauté internationale, le Japon prend l'initiative dans les discussions internationales pour le calendrier de développement post-2015. Le Japon croit que si la communauté internationale élabore un plan de développement global pour l'après-2015, cela encouragerait et accélérerait les efforts pour atteindre les OMD actuels. Dans ce but, le calendrier de développement post-2015 se verra accorder une large priorité dans le déroulement du processus de la TICAD. Il importe d'assurer une continuité structurelle fondée sur les OMD actuels. L'éradication de la pauvreté et le soutien continu aux plus vulnérables restera l'un des défis majeurs de l'après-2015.

## 1. Développement des communautés

Le processus de la TICAD met l'accent sur le soutien au développement intégral des communautés de type “glocal” (global et local) ainsi que sur une approche fondée sur les communautés développant des pôles fonctionnels.

### 🏠 Développement intégral de type “glocal” des communautés

#### L'initiative “Un village, un produit” (OVOP) de la JICA, en collaboration avec MUJI

En 2011, MUJI, une entreprise japonaise, a lancé une vente des ornements de Noël réalisés en stéatite au Kenya dans le cadre de l'initiative OVOP de la JICA. Les produits étaient vendus dans les magasins MUJI, y compris au Japon, en Europe, en Chine et à Taïwan. L'initiative OVOP de la JICA fournit aux locaux une aide technique, entre autres le développement de la production et les techniques de fabrication, dans le but d'utiliser les ressources des communautés pour développer des productions typiques et de revitaliser ces communautés.

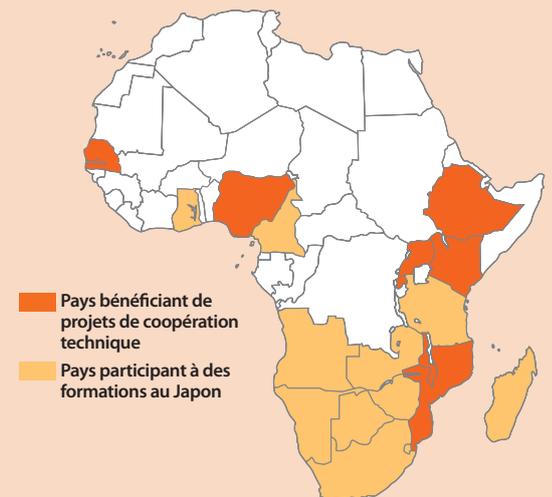
(Photos: JICA)



Produits en stéatite



Une communauté locale produisant des décorations en stéatite



### 🏠 Approche axée sur les communautés développant des pôles fonctionnels

#### Cadre d'accélération des OMD (PNUD)

Le Cadre d'accélération des OMD (MAF) est un outil catalytique permettant de développer des plans d'action coordonnée afin d'accélérer la progression vers la mise en œuvre des OMD, aligné sur les processus nationaux de développement, ce qui rassemble les partenaires autour d'un objectif commun à l'échelle du pays.

Sur la période 2010-2011, le PNUD, en collaboration avec les agences de l'ONU, a fourni une assistance technique à huit pays africains pour accélérer leur progression vers des OMD sélectionnés sous l'égide du MAF, et des plans d'action ont d'ores et déjà été préparés et appliqués dans six pays.

## 2. Éducation

L'éducation, et en particulier l'enseignement primaire, est à la base du développement des ressources humaines et constitue l'un des éléments les plus importants d'une croissance stable.

Le Japon s'est engagé à fournir une aide de 3,5 milliards de dollars sur 5 ans à compter de 2011 dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de l'"engagement Kan" annoncé lors du sommet des OMD en septembre 2010.

Le processus de la TICAD soutient les efforts des pays africains pour développer des plans globaux dans le domaine de l'éducation et allouer des budgets nationaux suffisants pour la mise en œuvre et le développement des capacités correspondantes. De plus, les partenaires de la TICAD ont encouragé l'enseignement primaire et secondaire, la formation technique et professionnelle (TVET), l'enseignement supérieur et le développement des ressources humaines, qui conduiront vers la croissance économique et le développement économique et social durable de l'Afrique.

### ► État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2012 (provisoire)

L'objectif du YAP en matière de subventions et de coopération technique dans le secteur de l'éducation a été atteint à 132 %.

#### Montant total de l'APD dans des projets du secteur de l'éducation (avril 2008 - mars 2012)

(100 millions de yens)

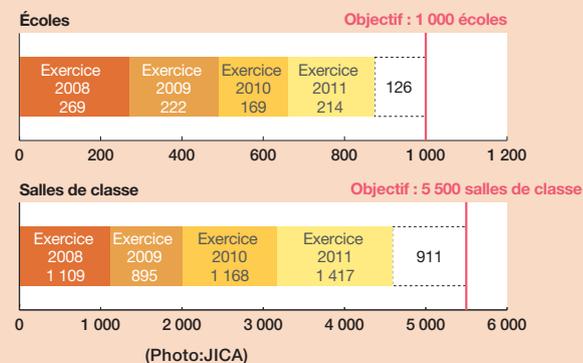
	2008	2009	2010	2011	TOTAL ('08-'11)
Dons	54,53	81,28	79,32	56,46	274,59
Coop. tech.	58,70	61,41	71,32	63,81	255,24

### ► Éducation de base - Élargissement de l'accès et de la qualité

L'objectif d'"Élargissement du modèle de l'École pour tous à 10 000 écoles" a été atteint à travers le développement du programme de gestion de l'école dans 18 376 écoles (chiffres de mars 2012). En ce qui concerne les deux autres engagements, celui d'"Extension du projet SMASE à 100 000 enseignants" a également été réalisé à

304 % (chiffres provisoires de mars 2012). La formulation de projets évolue de manière constante afin de satisfaire à l'autre objectif de "Construction d'écoles primaires et secondaires (1 000 écoles et 5 500 salles de classe)". Voir les chiffres ci-dessous pour plus d'informations.

#### Estimation de l'état d'avancement du projet de construction d'écoles primaires et secondaires (1 000 écoles, 5 500 salles de classe) (total accumulé depuis avril 2008) (Chiffres basés sur des échanges de notes)

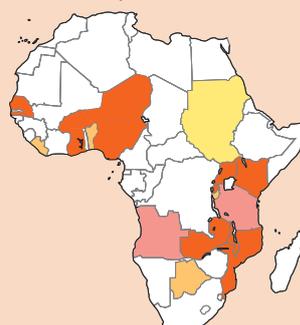


Étudiants en train d'apprendre à utiliser un ordinateur dans un établissement secondaire de premier cycle au Mozambique

#### Estimation de l'état d'avancement du projet de formation de 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences dans le primaire et le secondaire (par le projet SMASE\*) (total cumulé depuis avril 2008) (Chiffres basés sur des échanges de notes)



\*Renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire  
\*\*estimations pour le 1er semestre 2011



- 11 pays concernés par des projets de coopération technique
- 2 pays avec formation dans le pays
- 4 pays une coopération au suivi
- 1 pays concerné par des projets de coopération technique et bénéficiant d'une coopération au suivi



Enseignement secondaire, enseignement supérieur et recherche



## ► Enseignement secondaire, enseignement supérieur et recherche

### Création d'un réseau entre des universités

#### ● Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST)

Aspirant à créer une université des sciences et de la technologie du plus haut niveau à l'échelle régionale, le projet E-JUST a démarré en octobre 2008, sous la forme d'une "université dotée de classes à effectifs réduits, orientée vers la recherche et donnant la priorité aux études de niveau maîtrise et doctorat". Le Japon a contribué à ce projet à travers un Comité de soutien national composé de 12 universités, du MOFA, du MEXT, du METI, de l'Institut japonais de recherche sur le Moyen-Orient, ainsi que de représentants de l'industrie et d'autres parties prenantes (une approche de style japonais).

Les cours de maîtrise et de doctorat ont été ouverts dans six disciplines principales en février 2010 et comptaient 63 étudiants au mois de janvier 2012.

(Photos: JICA)



Bâtiment universitaire provisoire



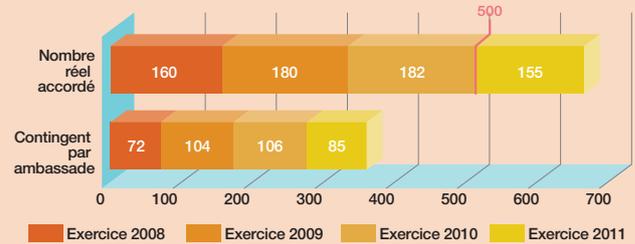
Étudiants en cours à l'E-JUST

Le développement des ressources humaines mettant l'accent sur les "sciences et la technologie", domaine dans lequel le Japon jouit d'un avantage comparatif, devrait contribuer à renforcer le niveau de l'enseignement à la fois en Égypte et dans la région, et mener à terme à la promotion d'un partenariat industrie/université entre l'Afrique et le Moyen-Orient.

### Bourses du gouvernement japonais

Le gouvernement japonais a accordé entre 2008 et 2011 un total de 677 bourses à des étudiants africains, dépassant ainsi l'objectif du YAP qui était d'atteindre 500 bourses en l'espace de 5 ans.

#### Nombre de bourses du gouvernement japonais accordées à des étudiants africains



\* Le nombre réel de bourses accordées comprend à la fois les étudiants recommandés par les ambassades et ceux recommandés par les universités.

## ► Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

### PAM : programmes de repas scolaires

En collaboration avec des ONG et les gouvernements, le PAM prévoit de distribuer d'ici 2013 des repas scolaires à 23 millions d'enfants dans 45 pays; ces repas jouent le rôle précieux de filet de sécurité alimentaire. En plus de la distribution de repas scolaires ou de rations à emporter à 21,1 millions d'enfants dans 38 pays d'Afrique en 2008-2009, 11,4 millions d'enfants ont encore bénéficié de ce programme au sein de 37 pays d'Afrique en 2010. Le PAM est censé aussi distribuer des repas scolaires à 10,5 millions d'enfants dans 37 pays africains en 2011.

(Photos: PAM)



### UNICEF/Fondation Nelson Mandela/Société de Hambourg : Construction et rénovation d'établissements scolaires et formation d'enseignants

Le projet "Des écoles pour l'Afrique" a démarré en 2005 pour fournir un accès à l'éducation aux enfants issus des pays les plus pauvres. Fin 2010, 1 169 écoles avaient été construites ou rénovées et 115 922 enseignants formés. Cela a permis à plus de 5,5 millions d'enfants de bénéficier de l'amélioration de la qualité de l'éducation. Cette initiative s'est répandue grâce au soutien de partenaires privés tels que GUCCI, IKEA et Hugo Boss.

### UNHCR : Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés (DAFI) (19 pays africains)

L'initiative DAFI est un programme de bourses de l'UNHCR qui offre des opportunités dans l'enseignement supérieur aux jeunes réfugiés. Son principal objectif consiste à améliorer leur autonomie grâce aux études universitaires et à leur permettre de contribuer à la reconstruction, à la paix, à la stabilité et à la rénovation de leur pays d'origine suite à leur rapatriement.

## 3. Santé

Le Japon s'est engagé à fournir une aide de 5 milliards de dollars sur cinq ans à compter de 2011 dans le secteur de la santé, comme une partie de l' "engagement Kan" annoncé lors du sommet des OMD en septembre 2010. Parallèlement à cela, en accueillant par exemple la réunion de suivi des OMD en juin et l'Événement connexe tenu au niveau ministériel sur le même sujet à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2011, il a mené des efforts au niveau mondial pour atteindre les OMD.

Le processus de la TICAD, qui tient compte des engagements et des actions des pays africains, s'est concentré sur le renforcement des systèmes de santé, l'amélioration de la santé maternelle, néonatale et infantile et sur les mesures contre les maladies infectieuses.

### État de l'aide japonaise, avril 2008 – mars 2012 (provisoire)

L'objectif du YAP en matière de subventions et de coopération technique dans le secteur de la santé a été atteint à 110 %

#### Montant total des projets APD engagés dans le secteur de la santé (avril 2008 – mars 2012)

(100 millions de yens)

	2008	2009	2010	2011	TOTAL ('08-'11)
Dons	87,63	61,42	91,46	45,70	286,25
Coop. tech.	46,24	47,33	46,65	46,74	186,96

### Renforcement des systèmes de santé

Les objectifs visant l' "amélioration de 1 000 hôpitaux et centres médicaux" et la "formation de 100 000 professionnels du secteur médical et de la santé" ont déjà été atteints en mars 2012, comme montré ci-dessous.

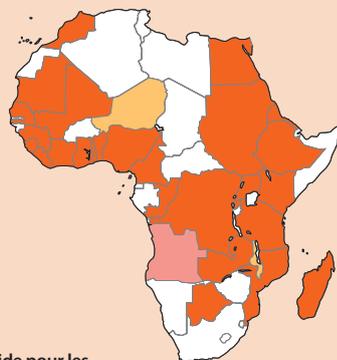
#### Amélioration de 1 000 hôpitaux et centres médicaux

Au total, le Japon a construit, rénové et fourni des équipements de 3 935 hôpitaux ou centres médicaux dans 32 pays en 2008 et en 2011 (au 31 mars 2012).

(Photo: JICA)

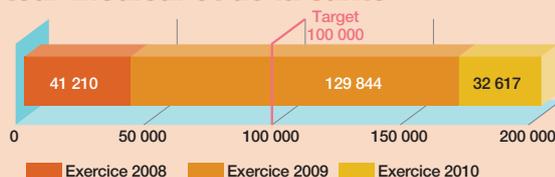


Matériel médical fourni au Sénégal



- 1 pays bénéficiant de l'aide pour les infrastructures de santé
- 3 pays bénéficiant de l'aide pour les équipements médicaux
- 28 pays bénéficiant de l'aide pour les infrastructures et les équipements médicaux

#### Formation de 100 000 professionnels du secteur médical et de la santé



En 2008-2010, afin d'assurer la formation et la fidélisation des professionnels du secteur médical et de la santé, y compris les sages-femmes, le Japon a soutenu au total le renforcement des compétences de 203 671 professionnels du secteur médical et de la santé grâce à des formations, des séminaires et d'autres projets au Japon, sur place et dans des pays tiers. Cette aide entend contribuer à atteindre le seuil fixé par l'OMS de 2,3 professionnels de la santé pour 1 000 habitants en Afrique.

(Photo: JICA)



Cours de gestion de la santé maternelle et infantile



## Amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant

En coordination avec l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP, la Banque mondiale et d'autres organisations de santé, le Japon a mis en œuvre différents programmes orientés vers l'objectif commun de "sauver la vie de 400 000 enfants".

L'UNICEF a commencé à mettre en œuvre des projets dans le but de renforcer son partenariat avec la "Politique japonaise de santé mondiale 2011-2015 : EMBRACE (garantir aux mères et aux bébés un accès régulier aux soins)". Au Ghana, les activités en vue de la réduction de la mortalité des femmes enceintes, des nouveaux-nés et des enfants comprennent les services de sages-femmes, les soins néonataux et la formation de professionnels de la santé. Les efforts au niveau régional et national dans le but d'accélérer l'extension des interventions sont menés en coordination avec la JICA. Au Sénégal, l'UNICEF met en œuvre un ensemble d'interventions à forte incidence qui comprennent l'amélioration de la couverture vaccinale et la prévention des maladies d'origine diarrhéique et diffusera des connaissances précises en matière de santé, de manière à contribuer à la réduction de la morbidité et du taux de mortalité infantiles.

En République démocratique du Congo, le FNUAP soutient les maisons de maternité, fournit du matériel de santé reproductive et forme les prestataires de services dans le but d'améliorer les soins obstétriques d'urgence et néonataux et de réduire la mortalité maternelle.

Selon une estimation de l'OMS, le Japon aura sauvé la vie de plus de 500 000 enfants dans 12 pays d'Afrique entre 2008 et 2012, en coopération avec d'autres bailleurs de fonds et les pays concernés.



(Photo: © UNICEF/ Sénégal)

Bébé en train de se faire peser lors de sa vaccination dans un centre de soins



(Photo: © UNICEF/ Sénégal)

Grand-mères apprenant les soins préventifs dans la communauté



(Photo: © UNICEF/ Ghana)

Programme Maman Kangourou soutenu par l'UNICEF aidant un nourrisson souffrant d'insuffisance pondérale à grandir en bonne santé

## Mesures contre les maladies infectieuses

Ci-dessous, quelques exemples d'activités de collaboration en 2011.

### ● Contribution dans le cadre du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme

En décembre 2011, près de 56 % des ressources du Fonds mondial avaient été alloués à la prévention et au traitement de ces trois maladies infectieuses en Afrique subsaharienne.

Fin 2011, le Japon (l'un des fondateurs du Fonds mondial) avait déboursé 1,4 milliard de dollars. À l'occasion du forum de Davos en janvier 2012, l'ex-Premier ministre Naoto Kan a annoncé que son pays verserait 340 millions de dollars pendant l'année, sous réserve de l'approbation de la Diète, dans le cadre de la promesse faite au sommet des OMD en septembre 2010 d'apporter 800 millions de dollars au Fonds.

### ● Coopération entre le Fonds mondial et Sony pour la lutte contre le VIH/SIDA

En collaboration avec le Fonds mondial et l'AMREF (Association pour la Médecine et la Recherche en Afrique), en novembre 2011, Sony Corporation a organisé des événements de diffusion publique pour éduquer sur le VIH/SIDA en Tanzanie.

La diffusion de films et de musique accompagnée d'activités destinées à sensibiliser le public sur la prévention et le dépistage du virus a été mise en place en coopération avec des stagiaires japonais. Six événements ont ainsi eu lieu à travers le pays, avec la participation de 4 700 jeunes.



(Photos: Sony Corporation)



Événements de diffusion publique en Tanzanie

### ● Programme d'ONG contre le VIH/SIDA

#### Association for Aid and Relief Japan

L'ONG japonaise Association for Aid and Relief (AAR) Japan a lancé un programme global de lutte contre le VIH/SIDA à proximité de l'aire métropolitaine de Lusaka en 2010, dont la seconde étape a été mise en œuvre en 2011. Des groupes d'étudiants volontaires et des personnes de la communauté qui vivent avec le virus œuvrent à la prévention, aux soins et au soutien des personnes. Par ailleurs, cette organisation soutient la scolarité des orphelins et des enfants vulnérables.

#### World Vision Japan

La phase 3 du projet de diffusion des tests de dépistage et des informations sur le VIH au Malawi a été mise en œuvre d'octobre 2010 à octobre 2011. 25 centres de dépistage et d'information ont été construits et 108 personnes ont été formées dans ces centres sur une période de trois ans.

L'objectif de ces centres est de diminuer la prévalence du VIH par la mise en place de services de dépistage et d'information dans les zones ciblées.

### ● Renforcement de la mise à disposition de services de santé en matière de sexualité et de reproduction et de réponses face aux violences sexistes dans le Centre-Sud de la Somalie

Le FNUAP s'est attaché à renforcer la mise à disposition de services de santé en matière de sexualité et de reproduction et de réponses face aux violences sexistes dans le Centre-Sud de la Somalie depuis 2009. Parmi ses principales activités en 2011, on notera le développement des capacités des fournisseurs de soins de santé (28 sages-femmes, 13 docteurs et 21 coordinateurs), des services de santé reproductive de proximité à l'intention des déplacés, la distribution de kits de santé reproductive dans les centres de santé et après des femmes enceintes, deux campagnes sur la fistule avec opération de 110 cas et des campagnes de prévention sur le VIH/SIDA, sur les maladies sexuellement transmissibles, sur les MGF et sur les violences sexistes.

# IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

Le Japon félicite les efforts mis en œuvre par les pays africains, l'UA et les REC dans le domaine de la consolidation de la paix et de la bonne gouvernance, dont la médiation et l'envoi de missions de maintien de la paix. Pourtant, si le continent a montré des progrès, il a également fait face à des défis considérables, tels que des conflits persistants, l'instabilité politique et la menace croissante du terrorisme et de la piraterie. En outre, dans la Corne de l'Afrique, la pire sécheresse observée depuis soixante ans a encore aggravé la situation humanitaire, alors qu'au large de la Somalie la présence de pirates est demeurée comme une menace pour la sécurité.

Le Plan d'action de Yokohama relève que la consolidation de la paix comprend différentes phases et une diversité d'actions : ces processus exigent un soutien continu et sans heurts qui englobe la prévention des conflits, l'aide humanitaire, l'aide à la reconstruction, le rétablissement et le maintien de la sécurité et la promotion d'une bonne gouvernance. En 2011, après avoir établi des relations diplomatiques avec le pays nouvellement devenu indépendant, le République du Soudan du Sud, le Japon a décidé d'envoyer une unité d'ingénierie des Forces d'auto-défense japonaises (JSDF) en tant qu'équipe de coopération internationale pour la paix dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Comme l'illustre cet exemple, le Japon continue à offrir une aide opportune aux pays africains, en collaboration avec d'autres acteurs internationaux, afin de contribuer à la consolidation de la paix et la bonne gouvernance en Afrique.

## Renforcement des capacités de consolidation de la paix en Afrique

### ● Aide aux centres de formation pour le maintien de la paix en Afrique

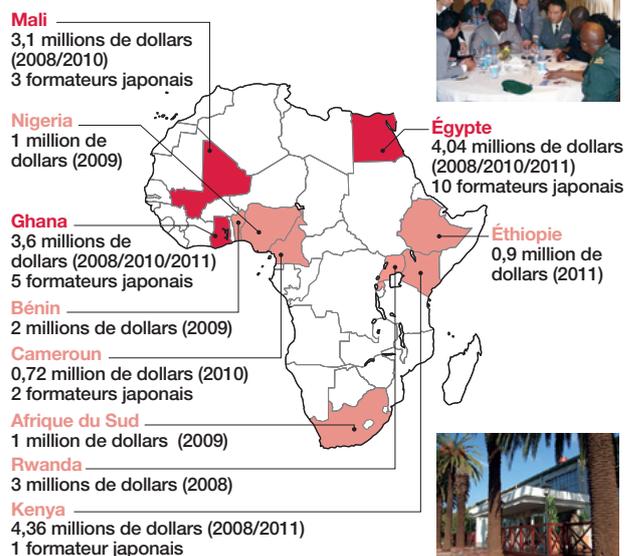
Suite à la TICAD IV, le Japon a soutenu 10 centres de formation pour le maintien de la paix en Afrique à travers le PNUD. L'aide japonaise a été employée à la construction et à la rénovation d'installations, à la fourniture d'équipements tels que des ordinateurs, et à la réalisation de stages de formation. De même, à ce jour, le Japon a envoyé 19 personnes issues des JSDF et experts civils en tant que formateurs ou personnel de renfort dans les centres afin de partager les compétences et les expériences nippones en matière de maintien de la paix. En mars 2012, le nombre total de personnes ayant assisté à des stages de formation financés par le Japon atteignait le chiffre de 3 480 personnes. Le Japon compte poursuivre ce soutien en 2012.

### ● Formateur envoyé en Tanzanie pour un stage de formation du maintien de la paix



En février 2012, le gouvernement japonais a envoyé un expert du Bureau du Cabinet en tant que formateur lors d'un stage d'une action civilo-militaire (ACM) organisée par le gouvernement canadien en Tanzanie. Cette mission s'inscrivait dans la coopération Japon-Canada pour le renforcement des capacités de maintien de la paix en Afrique.

### Aide aux centres de formation pour le maintien de la paix en Afrique



**Total : 23,7 millions de dollars**

■ : Aide financière et envoi d'experts   ■ : Aide financière



## Prévention des conflits

### Soutien à l'éducation pour la paix

Au Ghana, avec l'aide du Fonds fiduciaire des Nations unies pour la sécurité humaine, dont le Japon est le fondateur et le donateur le plus important, le PNUD met en place un programme qui vise à renforcer la capacité des leaders d'opinion et de la jeunesse en termes d'éducation pour la paix et de résolution des conflits.

(Photo: PNUD)



### Amélioration des conditions de vie à travers la création de groupes de microcrédit

Au Gabon, avec l'aide du Fonds fiduciaire des Nations unies pour la sécurité humaine, le PNUD soutient l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et de populations autochtones visées à travers la création de groupes de microcrédit et le développement d'activités génératrices de revenus.



## Aide humanitaire et à la reconstruction

### Protection et aide aux réfugiés, apatrides, rapatriés et déplacés internes dans les pays d'Afrique subsaharienne

En 2011, le Japon a soutenu le programme du UNHCR pour la protection des réfugiés, des apatrides, des rapatriés et des déplacés internes en Tanzanie, au Kenya, en Somalie, au Soudan, en Côte d'Ivoire, etc., à travers l'acquisition ou l'installation d'abris, et en garantissant la sécurité alimentaire, la formation professionnelle et la création d'emploi.

### Accroissement des opportunités de réintégration socio-économique des rapatriés rwandais

Au Rwanda, le Japon soutient les activités de l'OIM pour accroître les opportunités de réintégration socio-économique à l'aide de formations professionnelles destinées aux rapatriés rwandais. Dans le cadre de ce programme, 505 rapatriés ont reçu une formation et une école primaire pouvant accueillir 625 élèves a pu être rénovée.

## Rétablissement et maintien de la sécurité

### Soutien au Comité interministériel de coordination de la lutte contre la drogue (IMDCC)

Dans la région du Sahel, où le trafic illégal de drogue est en train de devenir un gros problème, le Japon soutient les efforts de la CEDEAO et a fourni du matériel destiné à faciliter le fonctionnement du Comité interministériel de coordination de la lutte contre la drogue (IMDCC) de Guinée en 2011. La formation en matière de développement de capacités du personnel de l'IMDCC se déroulera également avec l'assistance du Japon.

### Aide humanitaire globale aux immigrés clandestins

Avec l'appui du gouvernement japonais, l'OIM met en œuvre un projet d'aide humanitaire pour les immigrés clandestins vulnérables

## Promotion de la bonne gouvernance

### Soutien au déroulement d'élections démocratiques au Libéria, en Guinée-Bissau et en Sierra Leone

Le Japon a soutenu le processus électoral du Libéria par le biais du PNUD et formé 4 000 policiers et agents pour le déroulement de l'élection. L'aide japonaise a également servi à fournir des équipements logistiques et de communication et à offrir une formation en matière de rapport des élections. Le Japon a aussi décidé d'appuyer le processus électoral de la Sierra Leone via le PNUD, ainsi que l'élection présidentielle de la Guinée-Bissau, avec son aide non-rembour-

### Adoption d'une "Stratégie régionale pour l'emploi en faveur de la paix, de la stabilité et du développement dans la Corne de l'Afrique"

Sous l'égide de la CUA, de l'IGAD et de l'OIT, une Stratégie régionale pour l'emploi en faveur de la paix, de la stabilité et du développement dans la Corne de l'Afrique a été adoptée. Un cadre de définition des priorités du programme et des approches de travail conjoint est à présent en cours de développement. Le gouvernement japonais soutient un projet au Kenya concrétisé dans ce cadre.

(Photo: l'OIT)



ables en Tanzanie. Ce projet offre également un soutien pour améliorer la capacité du gouvernement tanzanien dans sa gestion du contrôle des frontières, à travers la construction de postes d'immigration et de postes de contrôle de passeports et en mettant à disposition des pickups et des bateaux pour les patrouilles frontalières. Dans le cadre de ce projet, 912 immigrés éthiopiens égarés ont retourné volontairement dans leur pays et des équipements ménagers ont été fournis à des foyers du gouvernement pour enfants.

(Photo: l'OIM)



sable d'urgence. Le soutien du Japon inclut par ailleurs l'envoi d'équipes d'observation lors de plusieurs élections présidentielles (Niger, Nigeria, Djibouti, Sao Tomé-et-Principe, Zambie, Libéria, RDC) et une contribution financière pour la CEDEAO à la mission d'observation des élections présidentielles au Sénégal.

(Photo: PNUD)



### Le soutien du Japon à la consolidation de la paix au Soudan et au Soudan du Sud

En juillet 2011, la République du Soudan du Sud est née. Toutefois, il reste encore plusieurs questions à résoudre entre le Soudan et le Soudan du Sud. Dans l'espoir de promouvoir la coexistence pacifique et le développement de ces deux États, le Japon les a fournis, depuis 2005, une aide de plus de 720 millions de dollars.

#### Exemples d'aide japonaise

##### ● Envoi d'équipes de coopération internationale pour la paix dans le cadre de la MINUSS

En janvier 2012, le Japon a commencé à envoyer une unité d'ingénierie des Forces d'auto-défense japonaises (JSDF) formée de 330 personnes dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), en plus des trois officiers d'état-major déjà envoyés en novembre dernier. L'unité d'ingénierie se chargera à l'amélioration des infrastructures, y compris la maintenance et à la remise en état des routes.

(Photos: Ministère de la Défense)



##### ● Soutien au déroulement d'élections démocratiques au Soudan et au Soudan du Sud (via le PNUD)

Le gouvernement japonais a coopéré avec le PNUD pour apporter un soutien aux activités des femmes en rapport avec les élections, les campagnes politiques et la gouvernance au Soudan. Au Soudan du Sud, le PNUD a contribué, avec l'aide du Japon, au processus de référendum à travers les formations, la sensibilisation et le soutien logistique.

(Photos: PNUD/Martin Suder)



##### ● Amélioration des services publics au Soudan à travers le développement des capacités

(Photo: JICA)

Au Kassala, une région soudanaise dévastée par la sécheresse et par les conflits, de nombreux ménages ne peuvent pas s'accorder du nourriture et leurs conditions de vie sont en train de se dégrader. La JICA travaille au renforcement des capacités du secteur public de la région, en ciblant l'approvisionnement en eau, la santé maternelle et infantile, la formation professionnelle, l'agriculture et la planification du développement.



##### ● Renforcement des capacités pour le gouvernement sud-soudanais

Au Soudan du Sud, où les finances du gouvernement dépendent fortement des revenus du pétrole, l'augmentation des recettes douanières est l'une des priorités. Avec la coopération du gouvernement kenyan, la JICA envoie un expert japonais au Soudan du Sud, afin de renforcer les capacités du Service douanier sud-soudanais.

(Photo: JICA)



### Le soutien du Japon en Somalie et dans les régions voisines

La Somalie est aujourd'hui à une étape critique pour l'obtention de la paix. Le Japon, l'un de ses plus importants donateurs, travaille de concert avec d'autres donateurs et organisations pour contribuer au futur de la population. Depuis 2007, le montant de son aide pour le renforcement de la sécurité et des infrastructures somaliennes a atteint le chiffre d'environ 230 millions de dollars.

#### Exemples d'aide japonaise

##### ● Soutien à la Mission de l'Union africaine en Somalie

Le Japon a apporté son soutien à l'embauche de 5 000 policiers du GFT (gouvernement fédéral de transition somalien) et a formé 500 policiers à Djibouti, qui sont actuellement déployés à Mogadiscio.

(Photo: MOFA)



##### ● Lutte contre la piraterie au large de la Somalie

Depuis 2009, le Japon a déployé deux destroyers et deux avions de patrouille maritime de type P-3C au large des côtes somaliennes, afin de protéger les navires contre les pirates. Il soutient aussi activement le renforcement des capacités en matière de sécurité maritime dans les pays voisins de la Somalie, ainsi que la poursuite des pirates. Via le centre d'information du ReCAAP, l'expérience et les connaissances acquis en Asie en matière de lutte contre la piraterie sont largement diffusées dans la région.

(Photo: Ministère de la Défense)



# V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques



**L**e processus de la TICAD encourage le dialogue politique sur le changement climatique, soutient le développement d'un cadre de travail efficace et renforce l'aide aux pays africains qui font des efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et parviennent à une croissance économique dans une façon compatible à l'égard de la planification de politiques, de l'atténuation du changement climatique, de l'accès aux énergies propres et de l'adaptation à ce phénomène planétaire.

La Conférence de Durban sur les changements climatiques (COP 17) s'est tenue en Afrique du Sud. Lors de cette conférence, des progrès ont été observés vers la création d'un nouveau cadre international, équitable et efficace, auquel participe l'ensemble des principales économies mondiales.

Par rapport au futur cadre, notamment, les parties ont décidé de mettre en place un Groupe de travail ad hoc sur la Plateforme de Durban pour une action renforcée, comme un nouveau processus permettant de développer des documents juridiques. Il a également été convenu que le Groupe devra achever ses travaux au plus vite, et au plus tard en 2015, de manière à permettre l'entrée en vigueur du futur cadre et sa mise en œuvre à partir de 2020.

## 1. Atténuation et adaptation

Le Japon s'engage à renforcer son aide dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, à travers les efforts majeurs décrits ci-dessous.

### Atténuation

#### Gestion durable des forêts dans le bassin du Congo

Le Japon œuvre à la conservation et à l'usage durable des ressources forestières du continent. En 2011, la JICA a envoyé deux consultants techniques à la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) afin d'assurer la coordination des politiques forestières et environnementales en coopération avec les institutions donateurs. Le Japon a également organisé un programme de formation destiné à renforcer les

capacités de conservation et d'usage durable des ressources forestières dans la région, avec la participation de conseillers en gestion forestière de la part des pays membres de la COMIFAC.

(Photo: JICA)



Programme de formation en télédétection des ressources forestières au Congo

#### Projet Afrique 3L

Le ministère japonais de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) a lancé le projet "Afrique 3L" en coopération avec plusieurs organisations, parmi lesquelles la NEDO et la JETRO. Il vise à apporter un soutien au développement durable de l'Afrique et à lutter contre le changement climatique en utilisant les technologies japonaises à faibles émissions de carbone.

Accès à l'électricité et à l'énergie

Liens entre pays, villes et villages



Infrastructures pour les BHN, l'agriculture, les industries, etc.

Etablir un pont entre les mesures efficaces contre le changement climatique et le "développement durable" avec les technologies japonaises à faibles émissions de carbone

#### Renforcement des capacités pour la Mesure, le Rapport et la Vérification (MRV) des réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES)

En 2011, le ministère japonais de l'Environnement a organisé des ateliers dans 12 pays africains (Ghana, Maroc, Sénégal, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Mozambique, Afrique du Sud, Zambie, RDC, Égypte et Éthiopie), afin de renforcer leurs capacités de MRV pour la réduction des émissions de

GES à travers des mécanismes de marché. L'atelier visait également à déterminer les projets potentiels de réduction d'émissions de GES pour de futurs crédits et des entités de vérification potentielles afin de mettre en place des systèmes de MRV pour les réductions des émissions de GES.

## Adaptation

### Renforcement des capacités de gestion efficace des inondations dans les zones à risque au Kenya

La région d'Afrique orientale, dont le Kenya fait partie, des zones les plus exposées aux risques d'inondation et de sécheresse. Le projet a pour but d'améliorer les capacités de gestion des inondations par le biais de la gestion des catastrophes menée au niveau communautaire.



Entretien entre une équipe d'experts de la JICA et la communauté locale dans une zone à risque d'inondation au Kenya



(Photos: JICA)

Enseignement de la gestion des catastrophes au Kenya

### Soutien à un atelier régional du Fonds d'adaptation aux changements climatiques en Afrique

Le Japon a soutenu l'organisation d'un atelier régional au Sénégal en septembre 2011 pour le Fonds d'adaptation, qui visait à informer les pays africains de la procédure et des conditions

d'obtention de l'agrément des Agences nationales de mise en œuvre, qui ont un accès direct au Fonds.

### Cadre conjoint Japon-PNUD pour établir un partenariat pour lutter contre le changement climatique en Afrique : Programme d'adaptation de l'Afrique (PAA)

Le "Cadre conjoint Japon-PNUD" a été créé par le Japon et le PNUD à l'occasion de la TICAD IV, afin de répondre au changement climatique en Afrique. Le PNUD a mis en œuvre des programmes d'adaptation au sein de 20 pays africains, pour un montant de 92,1 millions de dollars. L'année 2011 a marqué d'une pierre blanche pour le PAA. A travers ce programme, plus de 8 000 personnes ont été formées dans le domaine de l'analyse du changement climatique. Dans le cadre du Projet de renforcement des capacités des médias du PAA, neuf journalistes africains ont assisté et rapporté les négociations de la COP 17 à Durban en 2011. Le projet cherchait à présenter une connaissance exhaustive concernant les débats sur le changement climatique auprès des professionnels de la presse, de la radio, de la télévision, des médias Web et autres.



Atelier de journalisme sur le changement climatique au Ghana en septembre 2011



(Photos: PNUD)

Cinq jeunes journalistes issus de pays du PAA ont couvert l'événement "Nous y croyons – Agissez maintenant pour la justice climatique" qui s'est tenu lors de la COP 17.

## Dialogue politique sur le changement climatique

En novembre 2011, juste avant la COP 17 en Afrique du Sud, le Japon a organisé le "Dialogue politique sur les mesures et sur les aides pour répondre au changement climatique en Afrique", auquel étaient invités 15 pays africains. Le Japon et des pays africains y ont eu des échanges positifs et variés sur l'aide, la coopération et la négociation au sujet du changement climatique, ce qui a ensuite permis le succès de la COP 17.



## Le "financement à mise en œuvre rapide" du Japon pour les pays en développement jusqu'en 2012

Le Japon a déjà fourni une aide de plus de 1,3 milliard de dollars aux nations africaines jusqu'au mois de mars 2012.

## Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

### PNUD : Adaptation axée sur les communautés au Niger

Au Niger, sept projets se concentrent sur le renforcement des capacités des communautés face à l'érosion des sols et aux sécheresses, à travers des activités tels que des ateliers et des formations en matière de techniques de gestion durable de la terre, destinées à améliorer les rendements tout en régénérant le sol ; le transfert de technologie ; la démonstration de variétés d'aliments de base à maturation rapide et le test de cultures sur des parcelles expérimentales ; des techniques améliorées de fixation de dunes et la sensibilisation des agriculteurs pour qu'ils diffusent les techniques d'adaptation en formant leurs collègues.



Graines de millet améliorées (HKP) et niébé (KVX) fournies à des agriculteurs pilotes



Pépinière dans le cadre de l'adaptation visant à améliorer le système agroforestier à Maigoch Saboua, au Niger

(Photos: PNUD-FEM)

### UNHCR : Projet " éclairer des années qui viennent "

L'UNHCR encourage les solutions énergétiques innovantes dans les camps de réfugiés, en particulier en éclairant les endroits publics à l'énergie solaire, en favorisant des techniques et des mécanismes d'éclairage et cuisson écologiques

..... dans les foyers, tels que les lumières, les cuisinières à l'énergie solaire, les fours efficaces d'énergie, remplaçant ainsi la consommation de bois afin de réduire la déforestation.

## 2. Eau et assainissement

### État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2012 (provisoire)

Alors que l'objectif du YAP en matière de subventions et de coopération technique a déjà été atteint dans ce secteur (175 %), le Japon continuera à offrir son soutien, des interventions plus importantes étant nécessaires.

### Gestion efficace des ressources en eau

Le Japon a fixé l'objectif de renforcer les capacités de 5 000 gestionnaires et utilisateurs d'eau. Jusqu'à la fin de l'année 2010, 13 064 personnes avaient déjà participé à différents types de for-

..... mation et de séminaires dans le domaine des ressources en eau. Le Japon poursuivra ses efforts même si cet objectif a déjà été atteint.

### Accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement

En poursuivant son objectif de fournir de l'eau potable à 6,5 millions de personnes, le Japon a développé des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement à la fois en milieu ru-

..... ral et urbain. Jusqu'à la fin mars 2012, des projets de subvention et de prêt qui visent à bénéficier 9,85 millions de personnes ont été fixés.

### Prêts d'APD japonais pour le projet d'alimentation en eau dans les régions de Fès et de Meknès au Maroc (échange de notes signé le 29 juillet 2011)

Le gouvernement japonais a attribué ses prêts d'APD de 17,44 milliard de yens au Royaume du Maroc pour un projet d'alimentation en eau dans les régions de Fès et de Meknès. On attend de ce projet qu'il fasse augmenter le taux global d'accès à l'eau du pays, notamment en permettant un accès à l'eau dans les foyers individuels des zones rurales en remplacement des robinets à usage commun. Il vise aussi à répondre à la demande croissante en eau dans un contexte d'augmentation de la population, de l'urbanisation et du niveau de vie amélioré au Maroc.



Site du projet



Installations de pompage

(Photos: JICA)

### Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

#### Groupe de la Banque mondiale

Actuellement, la Banque mondiale mène des projets liés à l'amélioration de l'approvisionnement de l'eau dans 28 pays. L'année dernière (chiffres de 2011), un total de 8,2 millions de personnes a obtenu un meilleur service sur l'eau, 1,5 million personnes en milieu urbain ont

..... été fourni d'accès à un assainissement amélioré, 274 400 personnes de ce même milieu ont bénéficié d'une collecte régulière des déchets solides et 348 400 connections d'eau courants ont été nouvellement fournies aux foyers.

## 3. Éducation pour le développement durable (EDD)

### UNU : Promotion des programmes d'Éducation pour le développement durable (EDD) en Afrique pour le développement durable du continent

Grâce à un fonds d'amorçage du gouvernement japonais, l'Université des Nations unies a développé des programmes de master en EDD au sein d'universités africaines, qui couvrent trois domaines : "Le développement rural intégré dans l'Afrique rurale", "Le développement urbain durable en

..... Afrique" et "La gestion des ressources minières en Afrique". La Conférence internationale sur le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement durable en Afrique s'est tenue à Tokyo en octobre 2011.

# VI. Élargir le partenariat

## 1. Promotion de la coopération Sud-Sud

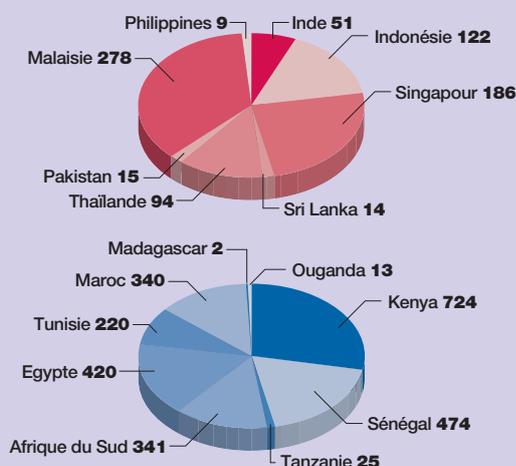
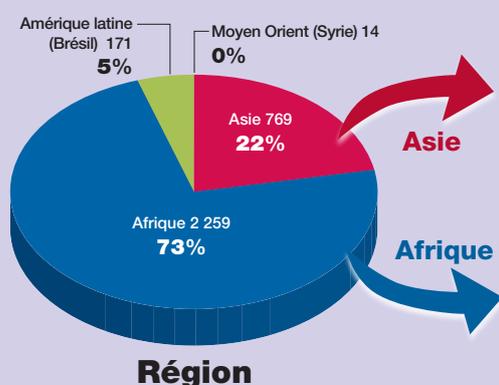
Les principaux outils de la coopération triangulaire menée par le Japon sont la "Formation dans un pays tiers" et les "Experts d'un pays tiers". Grâce à ces efforts, le Japon soutient la coopération Asie-Afrique, la coopération Afrique-Amérique latine, et celle au sein des

régions africaines, qui représente actuellement une grande partie de telle coopération qui comprend notamment les initiatives OSBP, OVOP, SMASE, et CARD.

### Appui du Japon à la coopération triangulaire

Dans le cadre du Programme de formation dans un pays tiers mené entre 2008 et 2010, 2 559 personnes issues d'Afrique subsaharienne ont participé aux formations organisées dans un pays tiers.

#### Nombre de participants originaires d'Afrique subsaharienne au Programme de formation dans un pays tiers par région et pays d'Asie et d'Afrique



#### Coopération entre Afrique et Asie

##### ● Coopération Sénégal-RDC dans un programme de formation professionnelle

Depuis 1984, le Japon soutient le Centre de formation professionnelle et technique Sénégal-Japon (CFPT), qui a accueilli des stagiaires issus de plus de dix pays africains francophones depuis plus de 10 ans. En RDC, l'Institut national de préparation professionnelle (INPP) joue un rôle important dans la formation d'ingénieurs et bénéficie de l'aide de la JICA depuis les années 1980. Après une interruption au moment des conflits, la JICA a mis en

place un nouveau programme destiné à renforcer les capacités de l'INPP en mettant à profit l'expérience du CFPT.

(Photos: JICA)



Atelier de renforcement des capacités au CFPT

### Appui à la coopération triangulaire par autres partenaires de la TICAD

#### Groupe de la Banque mondiale:

A travers le mécanisme de Sud-Sud de la Banque mondiale (BM), 14 pays d'Afrique ont reçu 1,4 million de dollars pour participer à 18 échanges de savoirs Sud-Sud (SSKE) en 2011. Par ailleurs, le budget administratif de la BM a alloué 100 000 dollars à la région africaine en soutien à l'intégration de composantes innovantes de SSKE innovantes à 2 ou 3 opérations nouvelles ou en cours. Cette initiative s'inscrit dans les efforts de l'institut de la BM pour généraliser les SSKE dans son fonctionnement.

#### PNUD:

Un état des lieux détaillé qui identifie les lacunes critiques en matière de capacités et les possibilités de les combler dans la Gestion du risque de sécheresse (GRS) en Afrique et en Asie a été réalisé en 2011 à travers des enquêtes et des entretiens auprès de plus de 400 professionnels du domaine. Le premier Forum sur l'adaptation à la sécheresse en Afrique-Asie a eu lieu en juin 2011 à Bangkok, en Thaïlande, et a réuni 34 participants qui représentaient des gouvernements, des organisations non gouvernementales, le milieu universitaire, les partenaires de développement et la communauté des donateurs impliqués dans différents aspects de la GRS en Afrique et en Asie.



## 2. Approfondir l'intégration régionale

Le Japon a soutenu les efforts de l'Union africaine pour la paix et la sécurité en contribuant au Fonds pour la paix de l'UA. En 2011, le Japon a ainsi apporté 285 000 dollars destinés aux coûts de fonctionnement du Panel de haut niveau de l'Union africaine (AUHIP).

Dirigé par Thabo Mbeki, l'ancien président de l'Afrique du Sud, le Panel est chargé d'œuvrer en faveur de la paix entre le Soudan et le Soudan du Sud et au Darfour.

## 3. Partenariats avec le secteur privé

### **Système d'émission numérique terrestre (DTB) ISDB-T**

Le gouvernement japonais a soutenu le "Développement de systèmes d'infrastructures intégrées". Ainsi, son ministère des Affaires intérieures et des Communications (MIC), en collaboration avec le MOFA, le METI et l'ARIB (Association of Radio Industries and Businesses), travaille depuis mai 2010 à l'extension en Afrique du système ISDB-T d'émission numérique terrestre (DTB, système japonais et brésilien), en ciblant d'abord la région de SADC. Lors de la réunion des ministres des TIC de SADC en novembre 2010, chacun des pays membres a été accordé le droit à choisir le système qu'il

souhaitait mettre en place, même s'il était convenu d'adopter le système européen (DVB-T2) en tant que norme recommandée.

En février 2011, l'Angola et le Japon ont conclu un mémorandum concernant le secteur des TIC, dont le système DTB et sur laquelle le gouvernement angolais aura le dernier mot. Au Botswana, des essais d'émission en ISDB-T ont démarré en mars 2011 et une comparaison avec le système européen est prévue pour bientôt. Un essai est programmé pour 2012 en RDC, au Mozambique et en Zambie.

### **OIT et Japan Tobacco International:**

En 2011, l'OIT et la Japan Tobacco International (JTI) ont signé un accord de coopération de partenariat public-privé qui vise à empêcher les pires formes de travail des enfants dans la production de tabac. Suite à la signature, un Atelier de cadre stratégique sur l'im-

pact du programme s'est tenu au Malawi en novembre 2011, lors duquel les participants ont affirmé que la question devrait être traitée au niveau national. L'OIT et la JTI soutiennent la mise en œuvre du plan d'action national sur le travail des enfants au Malawi.

## 4. Collaboration avec la société civile, les ONG et les fondations

La société civile, les ONG et les fondations ont été étroitement impliquées dans le processus de la TICAD et des représentants de la société civile issus du Japon que des pays africains ont participé aux réunions ministérielles de suivi.

L'organisme Japan Platform (JPF) a mis en œuvre des projets en faveur du retour des réfugiés et des déplacés internes, et du

développement des communautés dans le Soudan du Sud. Cela a représenté 550 millions de yens à travers des prêts d'APD pendant l'année fiscale 2011. Face à la grave sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique, le JPF a mis en œuvre des projets de distribution de matériel de secours d'urgence aux populations touchées et 800 millions de yens y a été alloué.

## 5. Coopération universitaire

Il existe plusieurs accords individuels de coopération entre des universités japonaises et des universités/instituts africaines. Certains sont reliés à des projets ou à des programmes spécifiques mis en œuvre par le gouvernement japonais, tels qu'E-JUST. Pour d'autres, les universités japonaises sont directement impliquées dans une collaboration avec les gouvernements de pays africains.

Par exemple, le Collège doctoral de recherche politique (GRIPS) et

la JICA se sont engagés dans le dialogue politique pour le développement industriel avec le Premier ministre éthiopien depuis juin 2009. Le GRIPS soutient l'étude de la JICA sur la qualité et de la productivité des entreprises privées locales à travers les procédures Kaizen (amélioration continue), qui prend sa racine dans le développement industriel en Éthiopie.



Japon

# TICAD IV

## Mécanisme de suivi

La quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la TICAD IV, s'est tenue à Yokohama, Japon, en mai 2008. Outre la Déclaration de Yokohama, la Conférence a adopté un plan quinquennal, le Plan d'action de Yokohama (YAP), et mis en place le mécanisme de suivi de la TICAD, une structure de trois tiers chargée de passer en revue et d'évaluer annuellement la mise en œuvre et les engagements détaillés dans le YAP.



Programme des Nations-Unies pour le développement



Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

2008  
**Plan d'Action de Yokohama (YAP)**



Banque mondiale



Ministère des Affaires étrangères du Japon  
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo  
100-8919, Japon.  
Tel: +81- (0) 3-3580-3311  
<http://www.mofa.go.jp>



Commission de l'Union africaine